

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Daniel Brunelle, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-09-14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Bécancour

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de 31 décembre 2019 (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La ville n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Cette situation est conforme aux exigences de l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux (RLRQ, chapitre S-37.01) qui énonce que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la ville et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée. Elle constitue cependant une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité. Étant donné la comptabilisation actuelle de ces paiements de transfert comme le prescrit la Loi, des débiteurs totalisant 13 599 909 \$ au 31 décembre 2019 auraient dû être ajoutées à l'état de la situation financière afin que les états financiers de la ville respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Comme il est mentionné à la note 22, la ville a revu l'analyse des critères de contrôle de certains organismes consolidés et a conclu que certains de ceux-ci, ne devaient plus l'être. Cette modification a été adoptée prospectivement, et les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 n'ont pas été retraités. Les incidences de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Autre point - informations comparatives auditées par un prédécesseur

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Les états financiers de la ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 18 juillet 2019.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

-nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique A122600

1610, rue Bellefeuille Bureau 400 Trois-Rivières, QC G9A 6H7

Trois-Rivières, 14 septembre 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	26 597 839	26 882 193	25 677 024
Compensations tenant lieu de taxes	2	158 019	162 402	160 611
Quotes-parts	3			(30 823)
Transferts	4	1 223 812	2 181 873	4 907 828
Services rendus	5	569 906	919 005	1 336 928
Imposition de droits	6	264 500	630 859	739 160
Amendes et pénalités	7	85 000	145 990	110 749
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	180 000	526 688	406 871
Autres revenus	10	7 560	254 464	427 513
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	29 086 636	31 703 474	33 735 861
Charges				
Administration générale	14	4 579 347	5 059 765	4 589 310
Sécurité publique	15	3 914 665	4 180 103	4 084 708
Transport	16	6 021 149	6 027 174	5 872 479
Hygiène du milieu	17	6 123 366	6 716 894	6 936 517
Santé et bien-être	18	90 000		76 006
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 204 794	1 894 170	2 321 975
Loisirs et culture	20	3 668 113	4 154 058	4 805 469
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 593 993	1 479 046	1 264 359
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	28 195 427	29 511 210	29 950 823
Excédent (déficit) de l'exercice	25	891 209	2 192 264	3 785 038
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		72 221 537	68 436 499
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(4 819 261)	
Solde redressé	28		67 402 276	68 436 499
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		69 594 540	72 221 537

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 548 802	3 419 968
Débiteurs (note 5)	2	5 470 915	4 976 916
Prêts (note 6)	3	165 700	165 700
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 948 101	4 908 681
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	230 000	260 000
	8	<u>19 363 518</u>	<u>13 731 265</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	13 500 000	22 369 504
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 502 116	5 720 004
Revenus reportés (note 12)	12	2 635 532	850 182
Dette à long terme (note 13)	13	57 260 633	43 516 411
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 003 807	940 664
	15	<u>79 902 088</u>	<u>73 396 765</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(60 538 570)</u>	<u>(59 665 500)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	129 533 487	131 289 994
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	274 967	272 517
Autres actifs non financiers (note 17)	20	324 656	324 526
	21	<u>130 133 110</u>	<u>131 887 037</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>69 594 540</u>	<u>72 221 537</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	891 209	2 192 264	3 785 038
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	8 910 888)	(19 243 143)
Produit de cession	3		101 843	144 912
Amortissement	4		5 152 652	5 352 222
(Gain) perte sur cession	5		(76 784)	(79 561)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(3 733 177)	(13 825 570)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(2 450)	39 893
Variation des autres actifs non financiers	10		(130)	(11 296)
	11		(2 580)	28 597
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	891 209	(1 543 493)	(10 011 935)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(59 665 500)	(49 653 565)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		670 423	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(58 995 077)	(49 653 565)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(60 538 570)	(59 665 500)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 192 264	3 785 038
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 152 652	5 352 222
Autres			
- Gain immo / réduction placement	3	(76 784)	(66 617)
- Subventions non encaissées	4		(138 867)
	5	7 268 132	8 931 776
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(493 999)	(968 808)
Autres actifs financiers	7	30 000	96 867
Créditeurs et charges à payer	8	(217 888)	(1 160 496)
Revenus reportés	9	1 785 350	60 655
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	63 143	(38 157)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(2 450)	39 893
Autres actifs non financiers	13	(130)	(11 296)
	14	8 432 158	6 950 434
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 910 888)	(17 883 573)
Produit de cession	16	101 843	144 912
	17	(8 809 045)	(17 738 661)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	(24 348)
Remboursement ou cession	19		4 279
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(95 228)	(607 685)
Cession	21	55 808	479 970
	22	(39 420)	(147 784)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	18 440 005	2 460 272
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 898 484)	(6 039 157)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 869 504)	14 220 762
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(171 427)	89 278
Autres			
-	27		
-	28		
	29	5 500 590	10 731 155
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	5 084 283	(204 856)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 419 968	3 624 824
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	44 551	
Solde redressé	33	3 464 519	3 624 824
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	8 548 802	3 419 968

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bécancour (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation*. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes paramunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

Corporation Régionale de Bécancour : 100 %

Corporation de Promotion et de Développement de Bécancour : 100 %

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat suivant dans la proportion indiquée :

Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska : 38,99 %
(37,26 % en 2018)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 6,67 %
Infrastructure - cellule d'enfouissement	Selon le tonnage enfoui
Réseau d'électricité	2,5 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Bâtiments	2,5 %
Améliorations locatives	6,67 %
Véhicules	5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 10 %

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs***Frais reportés liés à la dette à long terme***

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus***Constataion des revenus***

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Bécancour relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées. Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : de la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Les dernières évaluations actuarielles datent du 31 décembre 2017.

Autres régimes (REER individuel, REER collectif et autres)

La régie contribue au REER de deux employés, pour un montant équivalent à la contribution de ceux-ci et ce jusqu'à un maximum de 5 %.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidés de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

-Mesures d'allégement fiscal transitoires : Modifications comptables du 1er janvier 2000.
* Intérêts sur la dette à long terme (déduction faite des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;

-Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 8 760 469	3 419 968
Découvert bancaire	2 (211 667)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 8 548 802	3 419 968
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 718 345	1 018 127
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 2 245 944	1 622 589
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 945 202	1 053 792
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 431 789	1 823 651
Organismes municipaux	15 157 630	3 438
Autres		
- Comptes à recevoir divers	16 1 690 350	468 895
- Intérêts à recevoir	17	4 551
	18 5 470 915	4 976 916
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 79 729	109 317
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 79 729	109 317
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	10 872
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 123 066	123 066
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Fonds soutien Centre-du-Qc	26 42 634	42 634
-	27	
	28 165 700	165 700
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		
Prêt à des organismes, sans intérêt, sans modalité de remboursement, aucune échéance.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	66 902	52 640
Autres placements	31	4 881 199	4 856 041
	32	4 948 101	4 908 681
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les autres placements de la Ville sont composés d'un dépôt à terme d'un montant de 4 327 5880 \$ (4 232 359 \$ en 2018), portant intérêt au taux de 2,66 % (2,25 % au 31 décembre 2018) et venant à échéance en septembre 2021.

Les autres placements de la Régie sont constitués de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 2,8 % (1,30 % à 3,75 % au 31 décembre 2018) et venant à échéance de mars 2019 à mai 2019 (février à octobre 2018 au 31 décembre 2017)

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 003 807)	(940 664)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(1 003 807)</u>	<u>(940 664)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	609 043	496 843
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	2 304	1 399
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	<u>611 347</u>	<u>498 242</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	230 000	260 000
	46	230 000	260 000

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'emprunts bancaires et de prêts à terme d'un montant totalisant 44 317 377 \$, dont un montant de 5 000 000 \$ porte intérêt au taux préférentiel, un montant de 10 000 000 \$ porte intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % et un montant de 29 317 377 \$ porte intérêt au taux préférentiel moins 0,35 %. Les emprunts bancaires sont renégociables en avril et en septembre 2020, à l'exception d'un emprunt bancaire de 5 000 000 \$ qui n'a pas de date d'échéance.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	3 369 073	1 756 262
Salaires et avantages sociaux	48	405 715	379 869
Dépôts et retenues de garantie	49	1 441 271	2 235 973
Provision pour contestations d'évaluation	50		21 021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Frais courus	53	286 057	170 073
- Dû sur immobilisations	54		1 156 806
-	55		
-	56		
-	57		
	58	5 502 116	5 720 004

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		155 405
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	232 130	227 007
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	86 515	50 010
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- S.H.Q. Pyrrothite	68	449 199	365 015
- Autres - fibre optique	69	150 000	52 745
- Autres - organismes	70	1 717 688	
-	71		
	72	2 635 532	850 182

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019		2018	
13. Dette à long terme				
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>	
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,90	2021	2029
			73	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	691 351
			81	57 629 100
				43 713 451
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	(368 467) (197 040)
			83	57 260 633
				43 516 411

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	13 117 000	100	109	117	13 117 000
2021	85	93	5 971 000	101	110	118	5 971 000
2022	86	94	7 218 000	102	111	119	7 218 000
2023	87	95	1 716 000	103	112	120	1 716 000
2024	88	96	6 281 000	104	113	121	6 281 000
2025 et +	89	97	23 326 100	105	114	122	23 326 100
	90	98	57 629 100	106	115	123	57 629 100
Intérêts et frais accessoires			107	()		124	()
	91	99	57 629 100	108	116	125	57 629 100

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(46 938 661)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(13 599 909) (3 742 498)
Autres	128	() ()
	129	(60 538 570)
		(59 665 500)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	53 510 505	158	457 654	185		212	53 968 159
Eaux usées	131	35 383 349	159	1 068 334	186		213	36 451 683
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	53 663 194	160	1 137 587	187	1	214	54 800 780
Autres	133	12 674 941	161	542 365	188	2 576 065	215	10 641 241
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	22 743 007	163	2 124 355	190	2 361 932	217	22 505 430
Améliorations locatives	136	70 934	164		191	70 934	218	
Véhicules	137	4 158 645	165	496 371	192	312 175	219	4 342 841
Ameublement et équipement de bureau	138	1 208 054	166	188 952	193	212 798	220	1 184 208
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 718 213	167	136 769	194	104 381	221	3 750 601
Terrains	140	1 639 236	168	15 165	195	401 690	222	1 252 711
Autres	141	2 244 938	169		196	2 090 583	223	154 355
	142	<u>191 015 016</u>	170	<u>6 167 552</u>	197	<u>8 130 559</u>	224	<u>189 052 009</u>
Immobilisations en cours	143	<u>25 744 935</u>	171	<u>2 743 336</u>	198		225	<u>28 488 271</u>
	144	<u>216 759 951</u>	172	<u>8 910 888</u>	199	<u>8 130 559</u>	226	<u>217 540 280</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	29 885 586	173	1 143 224	200		227	31 028 810
Eaux usées	146	10 238 576	174	894 712	201		228	11 133 288
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	24 706 085	175	1 657 004	202		229	26 363 089
Autres	148	5 736 496	176	330 437	203	698 345	230	5 368 588
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	8 227 732	178	503 533	205	523 004	232	8 208 261
Améliorations locatives	151	70 934	179		206	70 934	233	
Véhicules	152	3 023 830	180	199 965	207	288 981	234	2 934 814
Ameublement et équipement de bureau	153	678 297	181	166 449	208	138 203	235	706 543
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 037 994	182	241 893	209	115 418	236	2 164 469
Autres	155	864 427	183	15 435	210	780 931	237	98 931
	156	<u>85 469 957</u>	184	<u>5 152 652</u>	211	<u>2 615 816</u>	238	<u>88 006 793</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>131 289 994</u>					239	<u>129 533 487</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

Au cours de l'exercice, la société a acquis des immobilisations, dont un montant de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2 111 594 \$ (1 156 806 \$ au 31 décembre 2018) est inclus sous forme de dû aux immobilisations ainsi qu'un montant de 1 409 079 \$ (1 540 785 \$ au 31 décembre 2018) est inclus sous forme de dépôt et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	256	324 656
-	257	324 526
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	324 656
		324 526
<hr/>		
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, échéant en avril 2020, à verser une somme de 1 015 239 \$.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée, en vertu de contrats l'enfouissement des déchets échéant en septembre 2020. Le tarif est de 62,78 \$ /tonne métrique pour 2020. De plus, des redevances de 23.07 \$ /tonne métrique sont également exigées, portant ainsi le total à 85.85 \$ /tonne pour 2020. Le tarif est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée, en vertu de contrat de cueillette et de transport des déchets échéant en septembre 2020, à verser une somme de 801 749 \$.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée, en vertu de contrat de cueillette de transport et de tri de la collecte sélective échéant en septembre 2020, à verser une somme de 1 076 242 \$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, la portion attribuable à la Ville dans les obligations de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'établit à 32,42 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour le prochain exercice.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Bécancour, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 313 911 \$ sur une période de 6 ans.

De plus, la Ville a des ententes pour la fourniture d'eau potable en faveur de trois municipalités du territoire de la MRC de Bécancour. Les ententes prévoient un débit réservé maximal totalisant 332 880 mètres cubes annuellement pour les trois municipalités. La Ville facture par contre selon l'utilisation réelle. Pour l'exercice 2019, les tarifs prévus sont de 1,15 \$ / mètres cubes.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
<hr/>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La Ville cautionne un emprunt de la Corporation de Promotion et de Développement de Bécancour pour un montant de 3 327 000 \$. Au 31 décembre 2019, cet emprunt n'a pas encore été déboursé par l'institution financière, toutefois, en 2020 la Corporation de Promotion et de Développement de Bécancour a emprunté pour 1 964 455 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Les principaux reclassements effectués, au 31 décembre 2018 et pour l'exercice terminé à cette date, sont les suivants :

Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice :

-Ville de Bécancour : 66 442 962 \$

-Corporation Régional de Bécancour : 74 591 \$

-Corporation de Promotion et de Développement de Bécancour : - 61 245 \$

-Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets de Bécancour-Nicolet-Yamaska : 945 693 \$

-Total : 67 402 271 \$

Excédent (déficit) accumulé non redressé : 72 221 537 \$

Redressement page S7 (+/- 5 \$) : - 4 819 261 \$

Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice :

-Ville de Bécancour : -59 304 919 \$

-Corporation Régional de Bécancour : - 534 075 \$

-Corporation de Promotion et de Développement de Bécancour : - 61 245 \$

-Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets de Bécancour-Nicolet-Yamaska : 905 157 \$

-Total : - 58 995 082 \$

Actifs financiers nets (dette nette) non redressé : -59 665 500 \$

Redressement page S9 (+/- 5 \$) : 670 423 \$

Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice :

-Ville de Bécancour : 2 914 241 \$

-Corporation Régional de Bécancour : 427 332 \$

-Corporation de Promotion et de Développement de Bécancour : 194 736 \$

-Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets de Bécancour-Nicolet-Yamaska : -71 790 \$

-Total : 3 464 519 \$

Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) non redressé : 3 419 698 \$

Redressement page S10 (+/- 5 \$) : - 44 551 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes du périmètre comptable et les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

27 Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 399 747 \$ (1 243 936 \$ en 2018).
Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 513 011 \$ (396 396 \$ en 2018).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	25 671 024	26 597 839	26 882 193			26 882 193
Compensations tenant lieu de taxes	2	160 611	158 019	162 402			162 402
Quotes-parts	3					787 451	
Transferts	4	1 827 179	1 223 812	1 729 882		432 179	2 162 061
Services rendus	5	837 339	569 906	903 470		15 535	919 005
Imposition de droits	6	739 160	264 500	630 859			630 859
Amendes et pénalités	7	110 749	85 000	145 990			145 990
Revenus de placements de portefeuille	8	186 198					
Autres revenus d'intérêts	9	210 198	180 000	513 011		13 677	526 688
Autres revenus	10	134 877	7 560	113 266		86 715	199 981
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	29 877 335	29 086 636	31 081 073		1 335 557	31 629 179
Investissement							
Taxes	13	6 000					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 376 653		19 812			19 812
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	108 651					
Autres	18	99 394		54 483			54 483
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 590 698		74 295			74 295
	21	31 468 033	29 086 636	31 155 368		1 335 557	31 703 474
Charges							
Administration générale	22	4 395 077	4 459 315	4 786 312	184 710	88 743	5 059 765
Sécurité publique	23	3 837 700	3 667 627	3 934 788	245 315		4 180 103
Transport	24	3 944 033	4 144 285	4 093 429	1 933 745		6 027 174
Hygiène du milieu	25	4 437 484	4 032 422	4 128 276	2 109 586	1 266 483	6 716 894
Santé et bien-être	26	76 006	90 000				
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 332 926	2 182 662	1 852 507	41 663		1 894 170
Loisirs et culture	28	3 451 921	3 107 072	3 257 411	588 979	307 668	4 154 058
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 256 136	1 593 993	1 479 046			1 479 046
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	5 005 269	4 918 051	5 103 998	(5 103 998)		
	33	28 736 552	28 195 427	28 635 767		1 662 894	29 511 210
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 731 481	891 209	2 519 601		(327 337)	2 192 264

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Réalisations 2018</u>	<u>Budget 2019</u>	<u>Réalisations 2019</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 731 481	891 209	2 519 601	(327 337)	2 192 264
Moins: revenus d'investissement	2	(1 590 698)	()	(74 295)	()	(74 295)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 140 783	891 209	2 445 306	(327 337)	2 117 969
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	5 005 269	4 918 051	5 103 998	48 654	5 152 652
Produit de cession	5	143 338		101 843		101 843
(Gain) perte sur cession	6	(77 987)		(76 784)		(76 784)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 070 620	4 918 051	5 129 057	48 654	5 177 711
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	4 279				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	12 944		26 804		26 804
	15	17 223		26 804		26 804
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			238 082		238 082
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 998 667)	(3 872 480)	(3 898 484)	()	(3 898 484)
	18	(3 998 667)	(3 872 480)	(3 660 402)		(3 660 402)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 224 558)	(1 736 780)	(3 144 032)	()	(3 144 032)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(1 121 112)				
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	115 711	(200 000)	285 828		285 828
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(5 172)		(5 172)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 229 959)	(1 936 780)	(2 863 376)		(2 863 376)
	26	(1 140 783)	(891 209)	(1 367 917)	48 654	(1 319 263)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27			1 077 389	(278 683)	798 706

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 590 698	74 295		74 295
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(226 616)	(52 864)	()	(52 864)
Sécurité publique	3	(137 223)	(742 275)	()	(742 275)
Transport	4	(3 839 480)	(1 665 189)	()	(1 665 189)
Hygiène du milieu	5	(11 797 354)	(3 959 201)	()	(3 959 201)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(745 465)	(223 477)	()	(223 477)
Loisirs et culture	8	(837 342)	(222 855)	(2 045 027)	(2 267 882)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(17 583 480)	(6 865 861)	(2 045 027)	(8 910 888)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(24 348)	(41 066)	()	(41 066)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13		18 201 923		18 201 923
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 224 558	3 144 032		3 144 032
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	543 701	17 415		17 415
Réserves financières et fonds réservés	17	776 020	563 279		563 279
	18	2 544 279	3 724 726		3 724 726
	19	(15 063 549)	15 019 722	(2 045 027)	12 974 695
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(13 472 851)	15 094 017	(2 045 027)	13 048 990

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 914 241	8 570 277	(21 475)	8 548 802
Débiteurs (note 5)	2	4 498 172	3 672 287	1 798 628	5 470 915
Prêts (note 6)	3	165 700	165 700		165 700
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 284 999	4 394 490	553 611	4 948 101
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	738 133	877 901		230 000
	8	12 601 245	17 680 655	2 330 764	19 363 518
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	22 200 000	13 500 000	647 901	13 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 077 523	3 544 229	1 957 887	5 502 116
Revenus reportés (note 12)	12	797 437	917 844	1 717 688	2 635 532
Dette à long terme (note 13)	13	42 890 540	57 260 633		57 260 633
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	940 664	1 003 807		1 003 807
	15	71 906 164	76 226 513	4 323 476	79 902 088
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(59 304 919)	(58 545 858)	(1 992 712)	(60 538 570)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	125 174 240	126 911 042	2 622 445	129 533 487
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	272 517	274 967		274 967
Autres actifs non financiers (note 17)	20	301 124	322 418	2 238	324 656
	21	125 747 881	127 508 427	2 624 683	130 133 110
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 917 491	3 451 115	44 851	3 495 966
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 952 896	1 776 139		1 776 139
Réserves financières et fonds réservés	24	1 096 495	780 097		780 097
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(33 626)	(44 081)		(44 081)
Financement des investissements en cours	26	(21 847 923)	(6 753 905)	(2 035 325)	(8 789 230)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	82 357 629	69 753 204	2 622 445	72 375 649
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	66 442 962	68 962 569	631 971	69 594 540

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	6 904 444	6 856 266	6 856 266	7 141 897
Charges sociales	2	1 549 881	1 601 007	1 601 007	1 460 233
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	136 250	212 609	212 609	
Autres biens et services	6	8 797 913	9 222 610	10 836 850	11 501 594
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 575 993	1 389 931	1 389 931	1 238 857
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				491
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	18 000	89 115	89 115	25 011
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	1 819 381	1 823 470	1 036 019	1 003 435
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	2 472 514	2 298 414	2 298 414	1 475 622
Autres	16				725 715
Amortissement des immobilisations	17	4 918 051	5 103 998	5 152 652	5 352 222
Autres					
- Autres	18	3 000	3 454	3 454	25 740
- Créances irrécouvrables	19		34 893	34 893	6
-	20				
	21	28 195 427	28 635 767	29 511 210	29 950 823

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 495 966	3 206 183
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 776 139	1 952 896
Réserves financières et fonds réservés	3	780 097	1 096 495
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	44 081 ) (	33 626)
Financement des investissements en cours	5	(8 789 230)	(21 847 923)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	72 375 649	87 847 512
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	69 594 540	72 221 537
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 451 115	2 917 491
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	44 851	288 692
	11	3 495 966	3 206 183
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Projets d'investissements	12	1 776 139	1 952 896
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 776 139	1 952 896
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 776 139	1 952 896
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Vidanges de boues	27	413 700	413 700
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	413 700	413 700
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	304 645	604 427
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	61 752	78 368
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	366 397	682 795
	48	780 097	1 096 495

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 () ()	()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (2 481) ()	(7 654)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 (2 481) ()	(7 654)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (297 627) ()	(111 600)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 (297 627) ()	(111 600)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 256 027	85 628
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 256 027	85 628
	81 (44 081) ()	(33 626)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	2 434 214	
Investissements à financer	83 (	11 223 444 ) (	21 847 923)
	84	(8 789 230)	(21 847 923)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	129 533 487	131 289 994
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	165 700	165 700
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	66 902	52 640
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	129 766 089	131 508 334
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	129 766 089	131 508 334
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	57 260 633 ) (	43 516 411)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	368 467 ) (	197 040)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	79 729	109 317
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	158 931	111 600
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	57 390 440 ) (	43 492 534)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	)	( 168 288)
	100 (	57 390 440 ) (	43 660 822)
	101	72 375 649	87 847 512

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Bécancour, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2017, est un régime contributif. Jusqu'au 31 décembre 2016, la rente annuelle d'un participant est égale à 1,6 % de son salaire final moyen 5 ans pour les cadres et à 1,6 % de son salaire final moyen 5 ans pour les employés syndiqués. À compter du 1er janvier 2014 pour les employés syndiqués et du 1er janvier 2017 pour les cadres, le régime est de type salaire carrière indexé avec le crédit de rente du même pourcentage que pour le service avant 2017. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (940 664)	(978 821)
Charge de l'exercice	4 (609 043)	(496 843)
Cotisations versées par l'employeur	5 545 900	535 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(1 003 807)</u>	<u>(940 664)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 18 648 100	15 803 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>18 648 100</u>)	(<u>17 441 600</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 637 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>(1 003 807)</u>	<u>697 036</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 003 807)	(940 664)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(1 003 807)</u>	<u>(940 664)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>18 648</u>	<u>15 803 900</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>18 648</u>)	(<u>17 441 600</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u> </u>)	(<u>1 637 700</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 027 900	1 057 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>1 027 900</u>	<u>1 057 900</u>
Cotisations salariales des employés	21 (516 800)	(505 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 511 100	552 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 18 643	(67 457)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>529 743</u>	<u>484 643</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>868 200</u>	<u>847 100</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>788 900</u>)	(<u>834 900</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>79 300</u>	<u>12 200</u>
Charge de l'exercice	<u>609 043</u>	<u>496 843</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 223 000	(757 000)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (788 900)	(834 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 434 100	(1 591 900)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 248 100	214 300
Prestations versées au cours de l'exercice	40 441 500	456 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 989 700	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,15 %	4,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,90 %	5,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	115
	2 304	1 399

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	

Description du régime

	2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	
	120	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	18 947 398	19 191 360	19 191 360	17 972 344
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				7 910
Activités d'investissement	4				6 000
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	81 340	82 910	82 910	82 742
Activités de fonctionnement	6		7 910	7 910	
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	19 028 738	19 282 180	19 282 180	18 068 996
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 018 000	1 900 468	1 900 468	1 965 604
Égout	11	518 000	536 204	536 204	519 226
Traitement des eaux usées	12	253 500	277 241	277 241	267 724
Matières résiduelles	13	788 000	800 966	800 966	765 504
Autres					
- Éclairage	14	300	300	300	300
- Cours d'eau	15				19 382
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 500	69 393	69 393	69 337
Service de la dette	18	859 952	858 571	858 571	847 737
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20		7 440	7 440	
Activités d'investissement	21				
	22	4 480 252	4 450 583	4 450 583	4 454 814
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	3 088 849	3 149 430	3 149 430	3 153 214
Autres	24				
	25	3 088 849	3 149 430	3 149 430	3 153 214
	26	7 569 101	7 600 013	7 600 013	7 608 028
	27	26 597 839	26 882 193	26 882 193	25 677 024

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	6 622	9 000	11 128
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30	11 136	12 096	11 136
Compensations pour les terres publiques	31	1 006	1 006	1 006
	32	18 764	22 102	23 270
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	10 118	10 004	9 492
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	70 362	69 537	67 977
	36	80 480	79 541	77 469
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	99 244	101 643	100 739
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	54 085	56 069	55 182
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	54 085	56 069	55 182
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	4 690	4 690	4 690
	48	4 690	4 690	4 690
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	158 019	162 402	160 611

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	3 800	43 896	43 896
Autres	57			41 770
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	28 807	88 999	88 999
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			85 999
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	57 054	57 055	57 055
Réseau de distribution de l'eau potable	69	227 728	261 478	261 478
Traitement des eaux usées	70	641 432	641 432	641 432
Réseaux d'égout	71	39 624	79 464	79 464
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			380 013
Tri et conditionnement	74			332 100
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	1 545	324 993	324 993
Promotion et développement économique	85			469 630
Autres	86			55 764
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	121 294	130 039	130 039
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	58 505	58 503	58 503
Autres	89	44 023	44 023	44 023
Réseau d'électricité	90			
	91	1 223 812	1 729 882	2 109 895
				2 550 501

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			1 234 812
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			11 077
Réseau de distribution de l'eau potable	108			67 480
Traitement des eaux usées	109			18 619
Réseaux d'égout	110			44 665
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	19 812	19 812	330 594
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			650 080
Réseau d'électricité	129			
	130	19 812	19 812	2 357 327

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138		52 166	
	139		52 166	
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 223 812	1 749 694	2 181 873
				4 907 828

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			45
	144			45
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	99 000	193 718	193 718
Sécurité civile	147			254 231
Autres	148			
	149	99 000	193 718	193 718
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	10 000	11 148	11 148
Autres	152			13 209
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	10 000	11 148	11 148
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	105 000	228 804	228 804
Réseau de distribution de l'eau potable	157			125 585
Traitement des eaux usées	158	5 000	10 141	10 141
Réseaux d'égout	159			6 575
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	1 500	1 500	1 500
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			1 332
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			4 311
	168	111 500	240 445	244 756
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			4 280
Autres	175			
	176			4 280
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	220 500	445 311	449 622
				416 781

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	183			
Évaluation	184	5 765	5 765	
Autres	185	5 000	5 177	5 090
	186	5 000	10 942	5 090
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190	3 500	3 500	3 500
	191	3 500	3 500	3 500
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193	1 000	772	709
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	1 000	772	709
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	35 000	43 247	43 554
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204	5 000	14 787	16 710
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	526	5 643
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			257
	211	42 000	58 560	66 164
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218	10 000	60 333	70 289
Autres	219			
	220	10 000	60 333	70 289
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	276 476	311 807	617 731
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	7 930	8 895	9 673
Autres	223	7 000	3 350	146 991
	224	291 406	324 052	774 395
Réseau d'électricité	225			
	226	349 406	458 159	920 147
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	569 906	903 470	1 336 928

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	30 500	56 747	54 857
Droits de mutation immobilière	229	225 000	557 762	673 253
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231	9 000	16 350	11 050
	232	264 500	630 859	739 160
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	85 000	145 990	110 749
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	180 000	513 011	406 871
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		76 784	79 561
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			108 651
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241		9 086	20 639
Autres contributions	242		2 000	27 509
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	7 560	79 879	191 153
	245	7 560	167 749	427 513
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	407 183	378 330		378 330	384 147	368 201
Greffe et application de la loi	2	475 254	544 558		544 558	544 558	504 729
Gestion financière et administrative	3	1 436 574	1 560 001	136 378	1 696 379	1 779 305	1 558 345
Évaluation	4	251 975	255 236		255 236	255 236	217 774
Gestion du personnel	5	180 392	253 347		253 347	253 347	166 471
Autres							
- Autres	6	1 707 937	1 794 840	48 332	1 843 172	1 843 172	1 773 790
-	7						
	8	4 459 315	4 786 312	184 710	4 971 022	5 059 765	4 589 310
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 444 996	2 419 515		2 419 515	2 419 515	2 355 636
Sécurité incendie	10	1 032 208	1 259 052	235 653	1 494 705	1 494 705	1 527 245
Sécurité civile	11	145 423	212 083	9 662	221 745	221 745	157 835
Autres	12	45 000	44 138		44 138	44 138	43 992
	13	3 667 627	3 934 788	245 315	4 180 103	4 180 103	4 084 708
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 343 005	1 140 513	1 712 290	2 852 803	2 852 803	2 770 969
Enlèvement de la neige	15	1 710 048	1 644 456	24 229	1 668 685	1 668 685	1 764 433
Éclairage des rues	16	140 829	143 068	20 963	164 031	164 031	136 425
Circulation et stationnement	17	183 073	202 519		202 519	202 519	177 226
Transport collectif							
Transport en commun	18	113 375	112 925		112 925	112 925	112 485
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	653 955	849 948	176 263	1 026 211	1 026 211	910 941
	22	4 144 285	4 093 429	1 933 745	6 027 174	6 027 174	5 872 479

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	967 408	979 485	209 448	1 188 933	1 188 933	1 253 603
Réseau de distribution de l'eau potable	24	964 965	959 951	782 441	1 742 392	1 742 392	1 807 776
Traitement des eaux usées	25	432 186	583 565	491 431	1 074 996	1 074 996	1 026 710
Réseaux d'égout	26	234 093	261 410	578 592	840 002	840 002	1 028 744
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	842 227	853 189		853 189	341 212	310 380
Élimination	28					405 439	323 868
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29					485 337	436 013
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31					72 285	87 650
Traitement	32					1 496	2 057
Matériaux secs	33						
Autres	34					15 499	10 535
Plan de gestion	35						
Autres	36					2 940	3 190
Cours d'eau	37	35 132	46 105	37 123	83 228	83 228	99 753
Protection de l'environnement	38	156 495	39 507	2 701	42 208	42 208	59 022
Autres	39	399 916	405 064	7 850	412 914	420 927	487 216
	40	4 032 422	4 128 276	2 109 586	6 237 862	6 716 894	6 936 517
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	90 000					76 006
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	90 000					76 006
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	580 416	548 745	2 803	551 548	551 548	582 215
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	419 420	558 893	71	558 964	558 964	734 087
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	779 162	541 543		541 543	541 543	485 123
Tourisme	49	403 664	201 078	38 789	239 867	239 867	503 786
Autres	50		2 248		2 248	2 248	16 764
Autres	51						
	52	2 182 662	1 852 507	41 663	1 894 170	1 894 170	2 321 975

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	541 350	499 199	116 038	615 237	615 237	606 789
Patinoires intérieures et extérieures	54	463 570	472 745	131 826	604 571	604 571	631 931
Piscines, plages et ports de plaisance	55	56 729	57 192	39 935	97 127	97 127	104 571
Parcs et terrains de jeux	56	934 024	971 214	184 869	1 156 083	1 156 083	1 137 942
Parcs régionaux	57	55 000	44 282	10 317	54 599	54 599	548 717
Expositions et foires	58	124 703	103 326		103 326	103 326	110 971
Autres	59	13 320	22 542	887	23 429	331 097	93 433
	60	2 188 696	2 170 500	483 872	2 654 372	2 962 040	3 234 354
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	138 967	129 666	14 292	143 958	143 958	138 544
Bibliothèques	62	448 454	444 585	55 005	499 590	499 590	498 584
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	188 873	259 777	35 810	295 587	295 587	
Autres ressources du patrimoine	64						238 361
Autres	65	142 082	252 883		252 883	252 883	695 626
	66	918 376	1 086 911	105 107	1 192 018	1 192 018	1 571 115
	67	3 107 072	3 257 411	588 979	3 846 390	4 154 058	4 805 469
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 475 993	1 263 978		1 263 978	1 263 978	1 122 375
Autres frais	70	100 000	125 953		125 953	125 953	116 973
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		79 300		79 300	79 300	12 200
Autres	72	18 000	9 815		9 815	9 815	12 811
	73	1 593 993	1 479 046		1 479 046	1 479 046	1 264 359
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	4 918 051	5 103 998	(5 103 998)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 287 432	1 287 432	2 383 756
	Usines de traitement de l'eau potable	263 321	263 321	1 392 959
	Usines et bassins d'épuration	929 581	929 581	6 625 801
	Conduites d'égout	1 331 169	1 331 169	1 339 366
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	1 516 422	1 516 422	3 366 138
	Ponts, tunnels et viaducs	9 440	9 440	
	Systèmes d'éclairage des rues			5 488
	Aires de stationnement	25 234	25 234	214 971
	Parcs et terrains de jeux	32 567	32 567	457 059
	Autres infrastructures	120 575	120 575	240 325
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs			
	Édifices communautaires et récréatifs	8 949	2 053 976	670 872
Améliorations locatives				
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	943 622	943 622	253 612
Ameublement et équipement de bureau				
		192 986	192 986	100 312
Machinerie, outillage et équipement divers				
		166 724	166 724	417 969
Terrains				
		37 839	37 839	783 809
Autres				
				990 706
		6 865 861	8 910 888	19 243 143

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	823 286	823 286	1 911 735
	Usines de traitement de l'eau potable	263 321	263 321	1 392 959
	Usines et bassins d'épuration	929 581	929 581	6 625 801
	Conduites d'égout	93 446	93 446	80 643
	Autres infrastructures	311 800	311 800	2 867 918
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	464 146	464 146	472 021
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 237 723	1 237 723	1 258 723
	Autres infrastructures	1 392 438	1 392 438	1 416 063
Autres immobilisations				
		1 350 120	3 395 147	3 217 280
		6 865 861	8 910 888	19 243 143

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	78 368		16 616	61 752
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 894 405	6 525 256	1 868 928	12 550 733
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	31 888 863	16 330 662	16 882 548	31 336 977
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	39 861 636	22 855 918	18 768 092	43 949 462
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	109 317		29 588	79 729
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	109 317		29 588	79 729
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	109 317		29 588	79 729
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	3 742 498	10 900 805	1 043 394	13 599 909
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 851 815	10 900 805	1 072 982	13 679 638
	19	43 713 451	33 756 723	19 841 074	57 629 100
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	43 713 451	33 756 723	19 841 074	57 629 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	57 629 100
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	9 171 218
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	61 752
--	---	--------

Débiteurs	9	79 729
-----------	---	--------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	13 599 909
--	----	------------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Financer autre que emprunt	13	341 248
------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	52 717 680
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	52 717 680
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	52 717 680
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
---	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	52 717 680
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	249 175	249 175	215 027
Autres	3	333 008	334 574	346 684
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	14 693	14 764	14 041
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	787 094	787 451	
Cours d'eau	13	35 132	35 301	35 573
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	93 726	94 177	96 248
Rénovation urbaine	19	(2 831)	(2 844)	(2 837)
Promotion et développement économique	20	259 162	260 409	255 384
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	50 222	50 463	43 315
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 819 381	1 823 470	1 036 019
				1 003 435

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1	202 084	220 279
Charges sociales	2	47 548	51 255
Biens et services	3	5 919 141	16 819 011
Frais de financement	4	697 088	492 935
Autres	5		
	6	6 865 861	17 583 480

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	22,00	32,50	34 122,00	1 971 178	484 995	2 456 173
Professionnels	2						
Cols blancs	3	34,00	32,50	57 218,00	1 600 300	384 742	1 985 042
Cols bleus	4	41,00	40,00	84 426,00	2 624 826	688 012	3 312 838
Policiers	5						
Pompiers	6	10,00	32,50	16 310,00	582 904	70 807	653 711
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	107,00		192 076,00	6 779 208	1 628 556	8 407 764
Élus	9	7,00			279 142	19 999	299 141
	10	114,00			7 058 350	1 648 555	8 706 905

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	57 055				57 055
Réseau de distribution de l'eau potable	13	261 478				261 478
Traitement des eaux usées	14	641 432				641 432
Réseaux d'égout	15	79 464				79 464
Autres	16	690 453	19 812			710 265
	17	1 729 882	19 812			1 749 694

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 806	1 651
	4	3 806	1 651
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	99 841	96 165
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	99 841	96 165
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	261 763	258 455
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	192 549	155 559
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	454 312	414 014
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	70 481	40 518
Réseau de distribution de l'eau potable	17	382 633	356 677
Traitement des eaux usées	18	99 096	30 242
Réseaux d'égout	19	248 750	198 347
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	800 960	625 784
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	4 421	4 776
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	4 421	4 776
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	102 612	100 465
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	13 094	13 281
Autres	38		
	39	115 706	113 746
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 479 046	1 256 136

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Croteau Fernand - Ville de Bécancour	20 592	10 296
Croteau Fernand - MRC	1 994	997
Dubois Jean-Guy - Ville de Bécancour	73 767	16 767
Dubois Jean-Guy - MRC	5 051	147
Gagné Mario - Ville de Bécancour	20 592	10 296
Moras Pierre - Ville de Bécancour	20 592	10 296
Pratte Carmen - Ville de Bécancour	20 592	10 296
St-Onge Raymond - Ville de Bécancour	24 503	12 251
St-Onge Raymond - MRC	1 882	941
Voulligny Denis - Ville de Bécancour	21 312	10 656
Voulligny Denis - RIGIDBNY	5 053	2 027

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	5 123 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	36 504 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	116 288 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	50 583 \$
b) autres formes d'aide	35 _____	130 000 \$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 42 192 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 1 644 456 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 2 448 970 \$

b) Dépenses d'investissement

42 324 949 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 4 418 375 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Pavage, blocs de béton, luminaires

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 19-294

b) Date d'adoption de la résolution

45 2020-09-09

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

OUI

NON

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 19-362

b) Date d'adoption de la résolution

49 2019-11-04

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au Directeur général adjoint, directeur des finance et trésorier de
Ville de Bécancour

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Ville de Bécancour (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique A122600
1610, rue Bellefeuille Bureau 400 Trois-Rivières, QC G9A 6H7
Trois-Rivières, 14 septembre 2020

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	19 690 765
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	82 000
Activités de fonctionnement	6	7 900
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	19 780 665

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 230 821
Égout	11	539 000
Traitement des eaux usées	12	256 500
Matières résiduelles	13	788 000
Autres		
- Éclairage	14	300
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	66 000
Service de la dette	18	1 186 998
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	5 067 619
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	3 100 716
Autres	24	
	25	3 100 716
	26	8 168 335
	27	27 949 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière 1

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 2

Taxes d'affaires 3

Compensations pour les terres publiques 4

5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux 6

Cégeps et universités 7

Écoles primaires et secondaires 8

9

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière 10

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 11

Taxes d'affaires 12

13

14

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière 15

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 16

Taxes d'affaires 17

18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière 19

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 20

21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 22

Autres 23

24

25

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 954 776 301	X 5 0,9150	/100\$ 6 8 736 203				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 56 440 584	X 8 0,9600	/100\$ 9 542 253				
Immeubles non résidentiels	10 228 272 415	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13 370 354 400	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 23 032 300	X 20 0,9150	/100\$ 21 210 746				
Immeubles agricoles	22 204 471 900	X 23 0,7200	/100\$ 24 1 478 025				
Total			25 10 967 227	26 (719 642)	27 ()	28 9 443 180	29 19 690 765
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	Valeur locative imposable										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 53 478 600	X 60 6,0000 %	61 3 208 716	62 (108 000)	63 (.....) 64	65 3 100 716				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 9 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 2 | , | 5 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes d'affaires	6,0000	6	
Compteur d'eau	0,6000	5	
Centre comm. P. Sang	0,0109	1	
Chalet service de Gentilly	0,0097	1	
Patinoire couverte St-Grégoire	0,0081	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	27 949 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>533 879</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	50 583

Déduire

Taxes d'affaires	5	3 100 716
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 100 716
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	66 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>21 732 151</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 837 347 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 8 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 312 291	6 794 158		215 896	548 690	1 501 740
De secteur	2	14 870	939		858	4 724	15 420
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	20 179	356		166 179	23 146	2 624
Autres	5	251 709	713 176			396 632	38 138
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6	843 313	2 257 403				
Autres	7						
	8	3 442 362	9 766 032		382 933	973 192	1 557 922

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 055 635	262 355		19 690 765
De secteur	10	51 209	1 880		89 900
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	971 843	2 671		1 186 998
Autres	13	2 322 674	92 292		3 814 621
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				3 100 716
Autres	15				
	16	11 401 361	359 198		27 883 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	OUI	NON	S.O.
Non audité			
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
non-résidentiel: 228 272 415 à 1.21			
industriel: première tranche moins de 5 000 000 à 1.62			
industriel: deuxième tranche plus de 5 000 000 à 1.86			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	1 238 958 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	29 150 127 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	4 127 000 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 507 631 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Daniel Brunelle , atteste que le rapport financier consolidé de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-09-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Bécancour.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Bécancour consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Bécancour détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-09-14 11:24:22

Date de transmission au Ministère : 2020/09/22